

politique.union@sonapresse.com

s m'atteler à rebâtir dès le lendemain du 'exprimer et d'affirmer son talent. "



didate de l'UN à la présidentielle, Paulette Missambo.

Rassembler suppose s'ouvrir à autrui, se mettre à son écoute et décider après avoir recueilli les avis les plus divers voire contraires ou contradictoires. L'écoute n'est pas un défaut mais une qualité. L'écoute n'est pas le signe d'une quelconque faiblesse. L'écoute est plutôt un gage de bonne gouvernance, de modernité et de progrès. Je peux comprendre que des personnes habituées au culte de la personnalité en aient une interprétation erronée. Je leur conseille de s'imprégner des standards internationaux et des méthodes modernes de gouvernance. Le chef à prétention messianique, réputé infailible et omniscient, est symptomatique d'une gouvernance moyenâgeuse, porteuse d'insécurité et d'obscurantisme. C'est justement de cette conception du chef et de ses relations aux autres que les Gabonais ne veulent plus ! Les Gabonais veulent d'un président qui est à leur écoute et à leur service, un président qui sait prendre leurs avis en organisant des débats nationaux sur des questions d'intérêt national et en leur permettant de participer à la prise de décision. De la manière la plus solennelle.

Si vous accédez à la présidence de la République, allez-vous conjuguer avec tout le monde ?

Je crois avoir anticipé cette question et y avoir déjà répondu. Je n'ai qu'un seul objectif : donner aux Gabonais des raisons d'espérer et de croire qu'un autre Gabon est possible. Aucun Gabonais n'est mon ennemi. Mon ennemi, c'est la mal gouvernance, les humiliations, les spoliations, les emprisonnements arbitraires comme celui dont est actuellement victime Jean-Rémy Yama. C'est d'ailleurs pour marquer son rejet de ces pratiques que l'Union nationale l'a investi comme candidat à la députation. C'est aussi pourquoi j'ai un œil attentif sur sa candidature et sa campagne. Le Gabon d'après le 26 août devra être un Gabon pour tous, un État de droit et de liberté pour tous.

Quels sont vos rapports avec votre ancien challenger au sein l'UN, Paul-Marie Gondjout ?

C'est un compatriote comme un autre. Il a décidé de tracer sa route. C'est sa liberté. Dans le Gabon pour tous, il aura la place

qui correspond à ses mérites, à son talent et à ses compétences, au même titre que tous les Gabonais.

La multitude des candidatures à la présidentielle de la plateforme "Alternance 2023" ne fait-elle pas le lit de la réélection du président sortant, candidat à sa succession ?

À chaque présidentielle cette rengaine est entonnée par les conservateurs et adeptes de hold-up électoraux. C'est le général de Gaulle qui disait que "l'élection présidentielle est la rencontre d'un homme et d'un peuple". La présidentielle n'est pas la confrontation entre militants. C'est un scrutin qui permet au peuple de choisir son président. Le 26 août, les Gabonais choisiront le président de la République. Ils agiront en tant que citoyens et non en qualité de militants. C'est parce que le PDG en a conscience que le CGE essaie de dénaturer ce scrutin en le noyant dans les législatives. Mais, les Gabonais ne sont pas dupes. Ils se chargeront de le dire au moyen de leurs bulletins de vote. **Le débat politique tourne autour du bulletin unique à la prochaine élection présidentielle. Cette disposition vous a-t-elle prise de court ?**

Nous en convenons, parce que ce n'est pas en cours de match qu'on modifie les règles du jeu. Contrairement à ce que prévoit la loi, ce mode d'élection, faussement dénommé bulletin unique, est en réalité une fusion de la présidentielle et des législatives. Cela ne correspond ni à la lettre ni à l'esprit de notre Constitution et de nos institutions. Ce fameux bulletin unique viole la liberté reconnue par la Constitution d'élire le candidat de son choix à l'élection du président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale. De par le fait que sur le même bulletin de vote figurent les noms de candidats à l'élection présidentielle et à l'élection législative, les initiateurs de ce projet confondent deux élections de nature différente, tant par leur contenu que par l'étendue de la circonscription électorale concernée. C'est une grave dérive, une entorse inédite aux fondamentaux de la démocratie, une manœuvre qui jette l'opprobre sur notre pays et le couvre de ridicule à la face

du monde. Serions-nous le seul pays à régime semi-présidentiel à ne pas mesurer l'importance et l'étendue de la fonction présidentielle ? Serions-nous le seul pays à ne pas savoir faire la différence entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif ? Serions-nous le seul pays au monde à faire du député le colistier du président de la République ? Je n'ose le croire. C'est pourquoi j'ose espérer que les recours introduits à la Cour constitutionnelle prospéreront.

Le parti Les Démocrates, première force de l'opposition en termes d'élus, a décidé de rallier votre candidature à la présidentielle. Comment appréhendez-vous ce soutien qui semble conforter votre ancrage national ?

Les Démocrates sont effectivement une force de premier plan, un acteur majeur du jeu politique national. Tout républicain, tout démocrate ne peut que déplorer la hargne et la débauche d'énergie déployées par le PDG pour tenter d'en réduire l'influence. D'abord en instrumentalisant la justice pour disqualifier le président Nzouba Ndama à qui je renouvelle ici tout mon soutien et toute mon estime. Ensuite en se livrant à des débauchages d'un autre âge. Cet acharnement montre bien que le PDG redoute ce parti au maillage territorial dense. Je ne puis donc que me réjouir de ce que ce parti ait résisté et affirmé son ancrage dans l'opposition. Sans fausse modestie, je puis aussi me féliciter de son soutien à ma candidature. Conformément à l'accord de collaboration que nous avons signé, nous allons travailler ensemble. D'abord pour remporter cette présidentielle avec le soutien du peuple gabonais. Ensuite pour gouverner ensemble dans l'intérêt des Gabonais. Déjà, nous avons présenté des listes communes et même des candidatures consensuelles sur certains sièges. Cette dynamique d'unité et de rassemblement, nous allons la poursuivre et l'amplifier ensemble. À cet effet, je réitère ici notre disposition d'esprit à travailler avec toutes les forces qui voudraient bien rejoindre cette alliance formée par l'Union nationale et les Démocrates.